

SOMMAIRE



4-5

EDITO
BUDGET 2025-2026
CHANGEMENT DE
PARADIGME ÉCONOMIQUE



PHILOSOPHIE
ENTRE RÉFORMES AMBITIEUSES
ET ÉQUILIBRES FRAGILES

8-10



12-16

RÉFORME FISCALE
UN DANGER POUR
L'ATTRACTIVITÉ DU PAYS ?



22-24

PRODUCTIVITÉ
RENOUER AVEC LA CROISSANCE
PAR LE CAPITAL HUMAIN ET LA
CONSOLIDATION ÉCONOMIQUE



30

EN COUVERTURE
AMIT BAKHIRTA
(CEO D'ANNEAU)
38 «L'ASSAINISSEMENT
BUDGÉTAIRE EST
UNE ARME À DOUBLE
TRANCHANT»



70-71

AGRO-INDUSTRIE
MODERNISATION,
INNOVATION ET
SOUSVERAINETÉ ALIMENTAIRE
AU CŒUR DES MESURES



74-75

**PME, SECTEUR
MANUFACTURIER ET
EXPORTATION**
DES MESURES BUDGÉTAIRES
CIBLÉES POUR RENFORCER LA
COMPÉTITIVITÉ



**INFRASTRUCTURES
PUBLIQUES/IMMOBILIER**
DES CHANTIERS AMBITIEUX,
DES DÉFIS BIEN RÉELS

80-81

En effet, l'équilibre est difficile à atteindre et la production économique est sous-optimale. La demande des consommateurs sera en berne (notamment pour les dépenses discrétionnaires comme les voitures importées) et, surtout, les investissements directs étrangers et les flux de capitaux étrangers, devraient être impactés négativement à court terme.

Cependant, à mesure que la notation de crédit s'améliorera grâce à cet assainissement budgétaire, nous devrions mettre fin à ces mesures d'austérité budgétaire et nous engager, espérons-le, dans un cycle budgétaire expansionniste après trois ans et avant les élections générales de 2029. Oui, on oublie que quatre ans passent très vite sur le plan politique. Nous nous attendons à ce que notre destination d'investissement devienne plus attractive grâce à une roupie relativement plus forte et à un environnement inflationniste national maîtrisé.

Actuellement, alors que la charge budgétaire du pays repose en partie sur à peine 19 % de la population active la mieux rémunérée, sur les entreprises rentables et, plus encore, sur les banques et les investisseurs, ce facteur démotivant ne saurait être suffisamment pris en compte.

À tel point que ces groupes paient aujourd'hui le prix le plus élevé de l'état pitoyable de notre endettement et de notre morosité socio-économique.

Un Budget comporte essentiellement des mesures structurelles et conjoncturelles. La lecture du Budget 2025-2026 semble un peu compliquée dans le sens où les mesures structurelles et les dotations budgétaires ne sont pas détaillées. «The devil is in the details», dit-on. Êtes-vous convaincu par la pertinence des mesures budgétaires pour soutenir les secteurs économiques et dynamiser l'environnement des affaires ?

Je réitère que nos attentes étaient réalistes, non pas en attente de grandes

réformes structurelles à ce stade, mais plutôt focalisées sur les signes d'assainissement budgétaire, que nous recommandons déjà depuis deux ou trois ans.

Par conséquent, nous estimons que le Budget a répondu aux besoins de rééquilibrage et de resserrement budgétaire à court terme. En ce qui concerne les réformes structurelles (qui, pour nous, sont de moyen à long termes), nous estimons qu'elles ne devraient être formulées et clairement énoncées qu'à partir des Budgets II, III, etc. Comme vous pouvez le constater, ce Budget vise essentiellement à mettre en lumière certaines réformes structurelles et les projets en cours d'étude.

La prudence, c'est de ne pas alourdir la bureaucratie avec des commissions et des comités supplémentaires, car cela irait à l'encontre de l'objectif d'une utilisation intelligente des technologies pour réduire la bureaucratie, les processus et les dépenses publiques.

Je salue le fait que le gouvernement ait pris conscience, par exemple, que notre produit et notre destination touristiques sont à bout de souffle et nécessitent une refonte, une innovation et un repositionnement. Plus important encore, nous avons besoin d'une nouvelle marque et d'un nouveau positionnement concurrentiel, ce qui aura un impact sur les ventes. De plus, la construction d'un circuit de rallye est une excellente initiative pour la nouvelle île Maurice. Ce projet bénéficiera probablement à notre jeunesse, au sport, au tourisme et à la destination socio-économique mauricienne.

On ne sait jamais : nous pourrions voir cette première étape se transformer en un véritable circuit de Formule 1, avec le temps, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour l'ensemble du pays.

Par ailleurs, l'affectation de plus de Rs 128 milliards supplémentaires aux infrastructures et aux services publics, piliers socio-économiques fondamentaux (eau, gestion des déchets, infrastructures portuaires et routières), est positive.

«LA RÉFORME DES RETRAITES EST L'UN DES DÉBATS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES LES PLUS DIFFICILES, ET C'EST POURQUOI ELLE DOIT ÊTRE SOIGNÉE ET INTELLIGEMMENT FORMULÉE, PLANIFIÉE, DISCUTÉE, MÉDIATISÉE, PUIS APPLIQUÉE DE MANIÈRE TRÈS DURABLE»





Le Budget 2025-2026 veut marquer une rupture avec les pratiques budgétaires du passé. Sa philosophie : prioriser un modèle de développement centré sur la production, l'investissement et l'innovation. Est-ce que le Premier ministre a mis tous les ingrédients pour réussir la transition vers ce nouveau modèle économique ?

C'est un Budget contractionniste ; à double tranchant. Je pense qu'il serait utopique de penser que tous les ingrédients ont été utilisés de manière optimale. Comme attendu, ce premier Budget n'est qu'un exercice de rééquilibrage qui signale surtout un plan d'assainissement budgétaire ainsi qu'une évolution progressive plausible vers une philosophie budgétaire pluriannuelle (plus adaptée à un petit pays comme le nôtre).

Les propositions d'une loi sur la responsabilité budgétaire et les débats – j'espère qu'ils seront productifs –, sur les rapports d'audit public sont positifs, mais il convient d'être prudent. Une structure similaire (le plafond de la dette américaine) est en place aux États-Unis depuis 1917 (et donc depuis environ 108 années !) ; et pourtant, le ratio dette/PIB des États-Unis dépasse 120 %, avec un déficit budgétaire de 7 % et une économie et une monnaie de plus en plus vulnérables.

La manière dont les politiques fiscales contractionnistes ont été proposées, nettement plus agressives que prévu, risquent de miner la confiance des investisseurs et des hauts revenus, tout en accentuant l'impopularité et, par conséquent, de freiner les investissements et l'économie à court et moyen termes.

Les réformes des retraites proposées doivent encore être améliorées. Nous pensons que l'éléphant a également été négligé. Là, je pense à la recapitalisation de la Banque de Maurice (BoM) (malgré les éventuelles modifications législatives à être apportées à la loi sur la Banque de Maurice et à la loi bancaire en vue de favoriser «l'indépendance» de la Banque centrale), au plan de financement du rachat de la Mauritius Investment Corporation de la BoM et au provisionnement d'importants passifs éventuels (organismes

parapublics, etc.) qui pourraient se matérialiser, notamment si l'économie mondiale, et de facto Maurice, se contracte plus que prévu.

Pendant, cette pilule amère pourrait bien guérir la maladie.

Pour le premier Budget de cette mandature, le Premier ministre a choisi la voie de l'austérité. Les deux mesures les plus impopulaires sont : l'extension progressive de l'âge de la retraite à 65 ans et l'élimination des allocations CSG jusqu'en 2027. Ces mesures étaient-elles nécessaires ?

L'austérité et l'assainissement budgétaire étaient inévitables. Il y va de l'amélioration de la vie des

«CETTE PILULE AMÈRE POURRAIT BIEN GUÉRIR LA MALADIE»



citoyens et de l'économie elle-même, en particulier du secteur bancaire et financier. Nous devons impérativement viser une note de Moody's qui soit positive et plus élevée. Nous saluons la suppression de la CSG et la création d'un comité d'experts. La restructuration du NPF/NSF est plus qu'essentielle et pressante.

Parlons de l'extension de l'éligibilité de l'âge de la retraite.

Cette décision suscite l'incompréhension parmi la population d'autant plus que le gouvernement n'a jamais engagé un débat public sur un sujet aussi sensible. Si la menace d'une crise démographique est réelle, on peut se demander si le gouvernement a adopté la bonne approche. Vos commentaires ?

Il est évident que la réforme des retraites est une nécessité pour ce pays depuis plus de deux décennies. Cela ne concerne pas seulement Maurice, mais aussi de nombreux pays à travers le monde.

Par contre, je pense que la manière dont elle a été envisagée peut être améliorée. La réforme des retraites est l'un des débats sociaux et économiques les plus difficiles, et c'est pourquoi elle doit être soigneusement et intelligemment formulée, planifiée, discutée, médiatisée, puis appliquée de manière très durable.

Dans son document de consultation au titre de l'Article IV de mai 2024, le FMI avait recommandé et je cite : «*Les administrateurs appellent à la réforme du système de retraite et au renforcement de la gestion des finances publiques, notamment en rationalisant les fonds spéciaux extrabudgétaires*». Chez Anneau, nous avions formulé cette recommandation bien avant le FMI.

Avec les amendements proposés, nous examinons surtout les dépenses (en termes de sorties de fonds vers les retraités). Cependant, nous devons également examiner les cotisations, les stratégies d'investissement ainsi que des règles prudentielles.

Car, indépendamment de cela, si l'équilibre actif-passif n'est pas optimisé et si les stratégies d'investissement ne sont pas intelligentes et gérées activement, nous risquons d'être en train de remplir un récipient qui fuit.

Les déficits des pensions, rien que pour les organismes statutaires et la poste mauricienne, s'élèvent à environ Rs 49 milliards ! Extrapoler maintenant ces problèmes, en particulier le déficit des pensions, à l'ensemble de la population, et on pourrait bien se retrouver avec une bulle atomique prête à éclater. Il ne s'agit donc pas uni-

quement d'une question de dépenses budgétaires, mais d'une vraie bombe à retardement.

Atteindre un ratio dette/PIB inférieur à 80 % du PIB d'ici à trois ans implique un amortissement du capital de la dette d'au moins Rs 80 milliards sur les trois prochaines années, ce qui est bien supérieur aux recettes liées aux Chagos. J'attends qu'on veuille bien m'expliquer le calcul.

Vous avez recommandé une extension de trois ans pour l'application de la réforme des pensions. Expliquez-nous le fond de votre pensée ?

Selon nous, c'est le minimum. Cinq ans, ce serait relativement plus humain. Chez Anneau, nous pensons que la réforme des retraites proposée peut être améliorée car nul ne possède le monopole du savoir. La retraite est l'un des moments les plus importants de la vie de tout professionnel. Elle doit donc généralement être planifiée et budgétisée sur les plans psychologique et financier. Il est essentiel de comprendre cela, du point de vue de la condition humaine.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que ces réformes ne devraient pas affecter les futurs retraités qui prendront leur retraite dans au moins trois ans et qu'elles devraient également tenir compte des travailleurs manuels à forte charge de travail ou malades, comme le suggèrent très justement d'autres professionnels.

Nous réclameons depuis des années des réformes des retraites dans ce pays. Cependant, celles-ci doivent être formulées et appliquées de manière humaine, intelligente et durable.

On parle là de la vie de gens. Il ne s'agit pas simplement de chiffres sur une feuille de papier. C'est pourquoi la sagesse, plutôt que l'intellect, est essentielle pour une approche optimale.

L'austérité est susceptible de brumer la croissance, dit-on. Ainsi, l'ensemble des mesures budgétaires annoncées pourrait impacter négativement le pouvoir d'achat des Mauriciens, avec une incidence sur la demande. Quelle est votre analyse ?

AMIT BAKHIRTÀ (CEO D'ANNEAU) «L'ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE EST UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT»

DEPUIS SA PRÉSENTATION, LE BUDGET 2025-2026 SUSCITE DES DÉBATS PASSIONNÉS. LE GOUVERNEMENT A-T-IL RASSEMBLÉ TOUS LES INGRÉDIENTS POUR PERMETTRE AU PAYS DE RÉUSSIR SA TRANSITION VERS UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE AXÉ SUR LA PRODUCTIVITÉ ET L'INVESTISSEMENT ? LA RÉFORME DU SYSTÈME DES PENSIONS, BIEN QU'ÉTANT NÉCESSAIRE, N'A-T-ELLE PAS ÉTÉ TROP BRUTALE DANS SON APPLICATION ? ET QU'EN EST-IL DE L'IMPACT DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ QUI AFFECTE AUTANT LE CITOYEN LAMBDA QUE LES ENTREPRISES ? DANS CE «BUDGET DEBRIEF», LE CEO D'ANNEAU, AMIT BAKHIRTÀ, COMMENTE LA PERTINENCE DES MESURES BUDGÉTAIRES ET LEUR IMPACT SUR LE TISSU SOCIO-ÉCONOMIQUE.

RICHARD LE BON

Des efforts supplémentaires peuvent désormais être déployés entre les exercices budgétaires, notamment en matière de modifications législatives progressistes.

L'intelligence artificielle et la recherche et le développement occupent une place importante dans la stratégie du gouvernement pour redynamiser l'économie. Or, même les économistes et les analystes ont du mal à anticiper quels sont les points de croissance que l'intelligence artificielle va générer dans le temps pour les différents secteurs d'activités économiques. Dans un souci de clarté, ne pensez-vous pas que le ministère des Finances aurait dû publier ses prévisions sur l'impact estimé de l'exploitation de l'intelligence artificielle sur le PIB ?

Les belles idées, sans action, restent des fantasmes intellectuels. Permettez-moi en toute humilité de dire qu'à une période où le Mauricien ne jouit même pas de la dignité humaine fondamentale qu'implique un accès ininterrompu à l'eau potable, où certains se réveillent à 3 heures du matin pour aller chercher de l'eau – certains devant même, je comprends raccorder des pompes aux canalisations principales –, où les coupures d'électricité sont plus graves qu'elles ne l'étaient à mon enfance, où le

pays est bien plus sale qu'à l'indépendance et où conduire ou être conduit sur des routes rafistolées est un cauchemar pour les femmes enceintes et les vieux, qu'un exécutif responsable devrait à tout prix se concentrer sur les fondements socio-économiques sous-jacents, plutôt que de se contenter de fanfaronnades.

On peut en déduire qu'il ne s'agit pour l'instant que d'un projet théorique et idéologique à moyen et long termes. L'utilisation de la technologie pour rationaliser les processus gouvernementaux est une nécessité, pas une option !

La structure gouvernementale d'une si petite nation insulaire est bien trop vaste et doit être réduite par l'innovation technologique, et non renforcée par des effectifs et des fonctionnaires supplémentaires !

Que ce soit dans l'administration publique, les institutions de régulation et le secteur des services publics, des réductions s'imposent. L'éducation et la santé pourraient faire exception à cette règle du nouvel âge.

La simplicité est la sophistication suprême... Par ce précepte, Léonard de Vinci fait référence non seulement à l'art, la perfection et la justesse divine, mais aussi à tout ce qui touche à nos modes de vie, à notre mentalité, à notre façon de vivre mais aussi et surtout à l'ingénierie.

Si on applique cet adage à l'administration publique, ce qui en découle, c'est que nous devons simplifier et non complexifier.

Un changement de vision, de mentalité et une utilisation intelligente et judicieuse des dernières technologies permettront à notre beau pays de progresser à grands pas, et c'est là que nous devons apprécier l'aspect progressiste de la recherche et du développement dans cet exercice budgétaire.

Pour favoriser l'émergence des start-up technologiques, les start-up et les PME technologiques pourront bénéficier d'une déduction fiscale sur leurs investissements dans les technologies de l'intelligence artificielle, et ce, jusqu'à un montant de Rs 150 000. Est-ce un premier pas dans la bonne direction vers la création d'un vrai écosystème de start-up ?

Je ne le crois pas. La déduction fiscale constitue une incitation pour les start-up déjà existantes qui sont devenues rentables et qui pourraient ainsi conserver davantage de revenus imposables et les investir dans leur croissance opérationnelle, financière et commerciale.

Le premier pilier de toute création de start-up est un accès accru au capital-risque – les *business angels* et le capital-risque apportent des capitaux finan-

ciers et intellectuels – et à des financements bancaires et bancaires parallèles abordables.

Au niveau de la facilitation des affaires, la communauté des affaires s'attendait à une vraie réforme pour rendre le pays plus attrayant aux investisseurs. Or, hormis la volonté de repenser l'Economic Development Board et de promouvoir la marque «Innovative Mauritius», on n'a pas entendu grand-chose en termes de mesures concrètes. En tant qu'entrepreneur, quelles sont vos attentes par rapport au fonctionnement futur de l'Economic Development Board et sa mission en tant qu'agence de promotion de l'investissement ?

Espérons que l'Economic Development Board sera à la hauteur, car les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ce Budget contient de loin l'une des réformes budgétaires les plus contractives de ce siècle en matière d'attractivité des investissements.

Deux piliers traditionnels s'essouffent, à savoir le secteur d'exportation et le tourisme. Le Budget 2025-2026 vient-il répondre aux besoins de redynamiser ces deux secteurs ?

Du moins d'un point de vue théorique, à ce stade. Car nous n'en sommes qu'au début du processus de refonte, n'est-ce pas ?

Taxer davantage les entreprises est par nature dissuasif et restrictif, surtout lorsque ces impôts sont utilisés de manière largement improductive. Le remboursement de la dette aggrave la non-productivité des investissements et des dépenses déjà improductives, sans compter le gaspillage initial lié à ces dettes.

En tant que petite nation insulaire, notre stratégie d'exportation doit évoluer vers une philosophie d'exportation d'un savoir-faire et d'une reconnaissance d'appellation de qualité mondiale plutôt que d'exportations en tout genre. Ce changement psycho-socio-capitaliste, doit être central.

Ce Budget s'attaque-t-il suffisamment à l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises tournées vers l'exportation ?

«QUE CE SOIT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, LES INSTITUTIONS DE RÉGULATION ET LE SECTEUR DES SERVICES PUBLICS, DES RÉDUCTIONS S'IMPOSENT. L'ÉDUCATION ET LA SANTÉ POURRAIENT FAIRE EXCEPTION À CETTE RÈGLE DU NOUVEL ÂGE»



**«LES HAUTS
REVENUS
SE VOIENT
IMPOSER 15 %
SUPPLÉMENTAIRES
SUR LEUR REVENU
IMPOSABLE, Y
COMPRIS LES
DIVIDENDES, CE
QUI PORTE LE
TAUX D'IMPOSITION
EFFECTIF À 35 %»**

Le système de contribution équitable est un autre obstacle : les entreprises dont le revenu imposable est supérieur à Rs 24 millions paieront une contribution de 5 % de leur revenu imposable. Quant aux banques, elles seront soumises à un impôt supplémentaire de 2,5 % sur leur revenu imposable provenant d'opérations domestiques.

Par ailleurs, la réintroduction de l'impôt minimum alternatif (AMT), d'un minimum de 10 % sur les bénéfices comptables des entreprises de certains secteurs, s'ajoute aux charges fiscales plus élevées annoncées lors des deux exercices budgétaires précédents. En opposition avec la qualité et le niveau de développement de notre pays, on est maintenant clairement surchargé du point de vue de la fiscalité.

L'introduction de la «Fair share contribution» est pénalisante pour les grosses fortunes touchant plus de Rs 12 millions par an car elle rend impossibles les dividendes. Quel devrait être l'impact d'une telle mesure ?

Les hauts revenus se voient imposer 15 % supplémentaires sur leur revenu imposable, y compris les dividendes, ce qui porte le taux d'imposition effectif à 35 %. Ce taux devrait être revu et est régressif. Les dividendes sont déjà imposés à la source et devraient donc être exclus, au minimum.

Il est peu probable que le Programme d'investissement du secteur public (PSIP) de Rs 180 milliards aux infrastructures, aux services publics comme l'eau, la gestion des déchets, le logement, l'ordre public, la santé, l'éducation, l'environnement, entre autres, compense la perte potentielle d'investissements futurs.

Il est vrai que si nous perdons notre note souveraine et notre *Investment grade* dans l'éventualité d'un déclasserment de Moody's, ces hauts revenus et ces investisseurs risquent de subir des conséquences encore plus graves, mais cela ne signifie pas qu'il soit absurde d'imposer les dividendes comme un prix à payer

pour l'incompétence et l'imprudence d'autrui, notamment dans la gestion des finances publiques. Il n'empêche que cela risque d'accroître l'exode des entrepreneurs et des investisseurs hors de Maurice, et non l'inverse.

L'épisode de Bernard Arnault en France aurait dû nous rappeler ce type de gaffes budgétaires. Mais rares sont ceux qui tirent les leçons de l'histoire, précieuse et répétée, surtout sous l'aveuglement du pouvoir. N'oubliez pas que le diable vous attaquera à votre apogée. C'est le principe hermétique universel de correspondance.

Revenons à l'«Alternative Minimum Tax» qui touche cinq secteurs : l'hôtellerie, l'immobilier, les assurances, le secteur financier et les télécommunications. Cette taxe ne vient-elle pas rendre trop rigide l'environnement des affaires ?

Je ne dirais pas que la situation est rigide, mais plutôt que les marges se réduisent, ce qui aggrave encore la situation. En ce moment, les maîtres mots sont : l'optimisation budgétaire et l'austérité en matière d'investissement.

Je le répète avec sérieux : pendant trois ans, pour préserver la note souveraine de notre pays, les investisseurs patriotes (s'il en existe) pourraient avaler la pilule, mais pour les investisseurs étrangers, c'est très peu probable, surtout dans un contexte où nous avons perdu une grande partie de notre avantage concurrentiel au cours de la dernière décennie. Cependant, si le gaspillage persiste, si les investissements productifs sous-jacents dans les piliers socio-économiques ne sont pas exécutés de manière productive et efficace, si les problèmes liés à la drogue et au travail ne sont pas résolus et si une note de crédit plus élevée n'est pas obtenue dans les trois ans, l'exécutif pourrait se retrouver dans une situation très délicate. L'assainissement budgétaire par le biais de mesures de contraction budgétaire aussi agressives est une arme à double tranchant.

Non, car l'impact sous-jacent en termes de chiffres réels est marginal, mais les ramifications sur l'économie mondiale sont d'origine étrangère, car l'économie mondiale s'affaiblit en raison de ces incertitudes accrues et se normalise. Le FMI et la Banque mondiale ont réduit les prévisions de croissance mondiale pour 2025 d'au moins -25 %.

solaires et de biomasse, mais surtout, j'aurais été plus enthousiaste à l'idée de voir cette enveloppe être affectée à la refonte de l'ensemble du réseau de distribution d'eau, y compris aux investissements dans les technologies de dessalement. Là encore, il ne s'agit pas d'une question de justesse, mais de priorités.

collecte et de gestion des déchets qui sont déjà surchargés. Il est également essentiel de mener des campagnes médiatiques culturelles, car, à mon humble avis, la société mauricienne s'est en partie barbarisée au cours de ces dernières décennies. Cela se voit horriblement sur nos routes à travers le pays. Tout cela témoigne d'un problème socio-culturo-psychologique beaucoup plus profond et insensible.

Certes, il y a des programmes de remboursement des bouteilles en plastique et à un certain nombre d'initiatives visant à lutter contre les nuisances environnementales, mais je pense que le gouvernement doit davantage se concentrer sur l'environnement, d'autant plus que nous repensons notre offre touristique et la qualité de vie des Mauriciens actuels et futurs.

socio-économique majeur.

Que pensez-vous de la décision du gouvernement de créer un fonds souverain basé sur un modèle singapourien dans lequel sera versée une partie des rentes qu'on percevra sur la location des Chagos. Est-ce le bon choix ?

Oui. Chez Anneau, nous avons fait cette recommandation. Si le fonds est géré de manière professionnelle, avec des objectifs d'investissement, politiques et stratégies d'investissement bien définies, il devrait générer des rendements suffisants pour nous permettre de plus que doubler nos dépenses sociales et d'investissement en infrastructures, au fil du temps. Le fonds souverain de la Norvège est un exemple de ce que nous pouvons et devons accomplir.

On le sait, la zone maritime entourant les Chagos est riche en poisson, notamment en thon. Ce sont des richesses qu'on doit impérativement exploiter. Qu'attendez-vous des Assises de l'océan annoncées par le Premier ministre en termes d'exploitation de notre vaste zone économique exclusive étendue désormais à 3 millions de kilomètres carrés ?

En termes simples et pratiques, on attend la libéralisation de notre secteur de la pêche (licences et opérateurs), l'assainissement des cartels et monopoles de pêche, l'élargissement de l'accès aux investissements dans la pêche (nationale et internationale), la création d'un marché international aux poissons et d'une semaine internationale de la pêche à Maurice, l'ouverture du marché à la transformation du poisson et la conclusion d'accords bilatéraux avec les principaux marchés asiatiques et africains pour une augmentation massive des exportations, et enfin, des alliances stratégiques visant à investir au moins Rs 90 milliards au cours des trois à cinq prochaines années afin de renforcer nos ports et d'accroître leurs capacités de fret et de transit, ainsi que l'efficacité dans les délais et services offerts aux navires et autres. La mise en œuvre efficace de ces priorités relativement simples devrait véritablement faire de ce secteur un pilier

Sur le plan fiscal, le Budget 2025-2026 fait provision pour une refonte de l'Income Tax, avec, pour finalité, une fiscalité plus lourde frappant la classe moyenne et la classe aisée. Comment accueillez-vous ces mesures ?

En tant que nation, nous avons besoin d'une pilule amère, mais, d'un point de vue tactique, il me semble que cette pilule amère est de plus en plus biaisée en faveur des segments susmentionnés. Si la trajectoire n'est pas inversée après trois ans, cela pourrait créer plus de tort que de bien. C'est à double tranchant.

Permettez-moi de préciser : nous devons comprendre que des modifications importantes sont proposées concernant les particuliers et les sociétés (y compris les multinationales). Notre économie est bien trop peu numérisée et il est peut-être prématuré de mettre pleinement en œuvre les règles mondiales contre l'érosion de la base d'imposition (Règles GloBE), élaborées par l'OCDE pour relever les défis fiscaux de l'économie numérique. Ces règles visent à garantir que les grandes entreprises multinationales (EMN), entre autres, paient un impôt minimum sur les revenus générés dans chaque juridiction où elles opèrent. Si un taux d'imposition de 15 % leur est imposé à Maurice, nous pouvons nous attendre à une compression de ces entreprises hors de Maurice.



«LE PREMIER PILIER DE TOUTE CRÉATION DE START-UP EST UN ACCÈS ACCRU AU CAPITAL-RISQUE ET À DES FINANCEMENTS BANCAIRES ET BANCAIRES PARALLÈLES ABORDABLES»

On le sait, Maurice doit accélérer sa transition vers les énergies renouvelables afin de garantir sa sécurité énergétique et pour diminuer sa vulnérabilité à la fluctuation des cours pétroliers. À ce sujet, le Budget fait provision pour des investissements de Rs 30 milliards sur les trois prochaines années et introduira le «Waste-to-Wealth Investment Scheme». Vos commentaires ?

Ce montant semble raisonnable pour des partenariats public-privé autour de projets

Le nouveau Programme d'investissement pour la valorisation des déchets, visant, entre autres, à promouvoir la création de projets artistiques, de compostage, d'énergie à partir de déchets, semble idéologiquement beau et progressiste. Il reste à déterminer si la biosphère s'adapte, notamment en termes d'actions entrepreneuriales et d'innovation.

En toute honnêteté, je serais ravi de constater une nette amélioration de nos processus et structures actuels de tri, de

BUSINESS

M A G A Z I N E

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE

**SECTEUR DE
L'AUTOMOBILE
COUP DE
FREIN BRUTAL**



SCANNEZ CE
QR CODE POUR
RETROUVER LA
RÉACTION VIDÉO
D'AMIT BAKHIRTA,
CEO D'ANNEAU !

**TOURISME
REPOSITIONNER
MAURICE SUR
LA SCÈNE
INTERNATIONALE**

**ÉTAT PROVIDENCE
LA RÉFORME DU
SYSTÈME DES
PENSIONS FAIT
POLEMIQUE**

AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)

**«L'ASSAINISSEMENT
BUDGÉTAIRE EST UNE ARME
À DOUBLE TRANCHANT»**



**FISCALITÉ PLUS LOURDE
UN RISQUE POUR
L'ATTRACTIVITÉ
DU PAYS ?**

